

Asile, le triomphe de l'hypocrisie

Le contraste est saisissant. En Allemagne, Angela Merkel a réussi, non sans courage, ce tour de force de faire du dossier de l'asile une grande cause nationale, à transformer cette crise en opportunité politique. Quasi chaque jour, le populaire quotidien *Bild* – le plus important d'Europe – se mobilise en faveur des migrants, pour « *montrer que les braillards et les xénophobes du mouvement Pegida ne gueulent pas au nom de l'Allemagne* ». Il est vrai que Merkel, elle, a du travail et

des logements à offrir aux nouveaux arrivants.

Scène quasi impensable chez nous : dans les stades de foot allemands, des « tifo » continuent à décorer les

tribunes du slogan « *Refugees Welcome* ». Et le président de la Fédération de l'Industrie martèle sans répit que l'Allemagne – qui, il est vrai, se porte plutôt bien, avec du boulot et des logements – a besoin de main-d'œuvre qualifiée étrangère pour sa croissance (et, ne soyons pas naïfs, pour faire pression sur les salaires). Le contraste est saisissant. En Belgique, on continue à balayer sous le tapis. A se calfeutrer. Et nos politiques, si peu pédagogues, parfois si tant démagogues, ne sont pas exonérés d'une bonne part de responsabilités. Alors que ce pays est une terre de migrations depuis

1945, chaque sondage d'opinion vient inexorablement confirmer le précédent.

A l'Eurovision de l'allergie à celui venu d'ailleurs, la Belgique est toujours imperturbablement dans le « top 5 ».

Mal informés, imbibés de bien des bobards, nombre de Belges, lorsqu'on leur parle de « migrants », mot fourre-tout s'il en est, confondent tout : demandeurs d'asile fuyant la mort, réfugiés économiques, immigration ordinaire (regroupement familial) et même jusqu'aux Belges de 3^e génération. La Belgique est comme tétanisée, en désarroi étatique, basculant entre l'hystérie collective (les nauséux forums Facebook) et le syndrome Ponce Pilate. Comme si l'orage allait passer (alors que les analystes

prévoient une crise de plusieurs années, sinon bien davantage si l'on commence à évoquer le réchauffement climatique ou l'explosion de la natalité en Afrique...).

Pourtant, les textes fondateurs du droit d'asile sont clairs. L'asile est un droit. On est demandeur d'asile ou on ne l'est pas. Point à la ligne. Les Yazidis, les Baha'is, les Assyriens, les Juifs, les Arméniens, les Turcomans qui fuient le Daesh n'ont évidemment pas à être jaugés à l'aune de quotas, comme de quelconques marchandises. Car ils sont en danger de mort.

LA LÉGENDE URBAINE DU CONDUCTEUR DE BUS

Or, le discours public de nombre de nos politiques fait prévaloir le doute sur le bien-fondé des demandes d'asile des Syriens, des Irakiens, des Afghans, des Somaliens ou des Russes (eh oui ! le gros du flux actuel). C'est l'ère du soupçon vis-à-vis de tout qui fuit les guerres ou la dictature de son pays. Et le Belge oscille sans cesse entre la compassion (le petit Eylan comme un déchet sur une plage de Bodrum, les camions de

l'asphyxie ou les bateaux de noyés) et le soupçon.

Celui qui raconte massacres, tortures, viols, est-il vraiment un réfugié politique ou ne serait-ce pas un simple menteur ? Bref, est-il victime ou coupable ? Un homme à secourir ou à surveiller ?

Face à la démagogie ambiante, quelqu'un s'exclamait l'autre jour cette forte formule : « *La rue de la Loi doit-elle accueillir toute la bêtise du monde ?* »

C'est évidemment le rôle des politiques, d'un gouvernement, d'aller au-delà de leurs opinions publiques, si mal informées.

C'est généralement pourtant assez clair : celui qui vient encore d'un pays des Balkans (candidats à entrer dans l'Europe) en 2015 en se présentant encore comme demandeur d'asile n'est plus crédible : c'est clairement un réfugié économique dont le dossier sera rejeté.

Dans les textes fondateurs du droit

d'asile, celui qui fuit son pays a droit à un statut vraiment spécifique : on doit le distinguer tout à la fois de l'indigent (SDF, ce genre) et de l'immigré lambda.

Double phénomène : d'une part, la politique de l'asile est de plus en plus confondue avec celle de l'immigration ; d'autre part, l'asile est entré davantage dans la sphère des guichets de l'action sociale. Avec son incroyable lot de légendes urbaines pour réseaux sociaux.

Ainsi de ce conducteur de bus flamand qui s'était mis à faire le buzz sur Facebook avec un post délirant affirmant que les demandeurs d'asile recevraient un logement gratuit, de la nourriture et des vêtements gratuits ainsi que près de 40 euros par jour.

Il a fallu un contre-post du secrétaire d'Etat N-VA Theo Francken *himself* pour freiner la rumeur :

« *Les demandeurs d'asile ne reçoivent pas d'argent, a-t-il dû préciser. Ce sont les centres d'accueil qui reçoivent en effet un budget de Fedasil pour payer les factures demandées. Cet argent va donc aux centres et jamais dans les mains des demandeurs d'asile.* » (L'aide sociale financière est remplacée depuis 2001 par une aide matérielle aux structures d'accueil.)

MAGGIE LA BUTÉE

C'est qu'il fait plutôt le job, le secrétaire d'Etat N-VA à l'Asile et aux Migrations, ouvrant sans cesse de nouvelles places pour les demandeurs (on en est à 28 200 prévues), mobilisant des tentes « *plutôt que de laisser quelqu'un dormir dehors* », faisant appel au privé, réfléchissant à des solutions multiples.

Tous ne l'admettront pas rue de la Loi, mais c'est plutôt la surprise du chef pour nombre de ceux qui avaient jugé et diabolisé vite fait le populaire bourgmestre de Lubbeek. Qui avait d'ailleurs vrai-

ment très mal vécu, à ses débuts, le fait d'être accusé de racisme. Dans l'opposition, Theo Francken s'était plutôt profilé jadis comme celui qui trouvait qu'il y avait par trop d'immigration passive, que les lois du Royaume (sa seconde grande spécialité de l'époque était la critique monarchique) étaient trop

souples, etc.

En fait, Theo Francken, dans cette crise de l'accueil, a assurément marqué des points et perdu des points. Il en a gagné face à l'opinion publique belge, surtout francophone.

Le contraste est saisissant : ces derniers jours, les quotidiens du Nord dénonçaient l'incroyable « chaos » autour de l'Office des Etrangers et du désormais célèbre « Parc Maximilien », tandis que les francophones s'étonnaient encore que Francken... applique simplement l'impérative Loi sur l'asile.

Nombre de gens qui ne l'aimaient pas trop (les syndicats du secteur, la gauche du Nord et du Sud, les médias francophones...) sont surpris. Et il a perdu sans doute de la sympathie pour son nouvel électorat N-VA. « *Dans ma région, j'ai canibalisé le Vlaams Belang* », se plaît parfois à dire l'homme qui, en cas de fusion des communes, pourrait bien devenir un jour bourgmestre de Louvain. Et rêve, à ses heures, de voir le Belang « *sans plus aucun élu au Parlement* ».

Pour ceux-là, Theo Francken c'est la surprise de découvrir que le « *hardliner* » de jadis se comporte, maintenant qu'il est au pouvoir, d'une manière très « *soft* », plus humaine sur les dossiers. Par rapport à la

politique butée, fermée, têtue de Maggie De Block (OpenVLD), c'est assurément un monde de différence, même si la ligne politique reste aussi ferme.

Plus question par exemple d'expulser les réfugiés bien établis, les étudiants aux études s'ils sont bien intégrés, parlent la langue de la Région... Exit les dossiers émotionnels du type Pawais Sangari (expulsé en 2012 vers Kaboul), Scott Manyo (un jeune Camerounais) ou Narid Sharifi, le jeune plombier afghan si médiatisé par l'index vers le bas de Maggie De Block.

Principal problème de l'homme Francken : son compte Twitter, où le secrétaire d'Etat déclenche récurrentement, en Flandre, nombre de polémiques médiatiques (blocage d'un journaliste de *Knaack*, critique d'une « *Une* » du *Morgen*...).

LE BON FLIC ET LE MAUVAIS FLIC

Bref, Francken, c'est plutôt le rôle du « bon flic » de la N-VA. Et Bart De Wever s'est donc chargé de l'autre rôle classique du polar : celui du « mauvais flic ».

En envoyant un message touchant précisément au cœur de ce que nous évoquions ci-dessus : l'entrée du demandeur d'asile dans la sphère de la politique sociale. De Wever a souhaité un « *statut spécial pour les réfugiés reconnus* » en manière telle qu'ils n'aient pas un certain nombre de droits, faute de quoi « *les gens qui ont contribué toute leur vie au*

système » ne comprendraient pas). Analyse universelle : c'est là un statut que le président de la N-VA sait parfaitement impossible, illégal, impraticable.

C'est du populisme pur jus : De Wever joue clairement sur les émotions irrationnelles des gens concernant l'immigration et les demandeurs d'asile. C'est aussi clairement une attaque de la N-VA contre l'Europe.

Mine de rien, De Wever a mis ainsi à la sauce la « *préférence nationale* », cette formule du Front National exprimant la volonté de refuser des aides sociales à des personnes qui n'auraient pas la nationalité du pays. « *Ce que les politologues nomment le chauvinisme du bien-être* (Welfare Chauvinism) : *oui à des droits sociaux, mais seulement pour « nos » (vrais) nationaux* »,

confirme Pascal Delwit.

C'est d'ailleurs vachement cultotté : le président de la N-VA a un ministre N-VA de la Défense nationale, Steven Vandeput, qui a envoyé des F-16 bombardier l'Irak, et affirme pourtant que ceux qui fuient l'Etat Islamique le feraient juste pour des allocations sociales... Gonflé, on vous dit.

Certes, De Wever veille-t-il ainsi, comme souvent, à préserver l'élec-

torat qui a quitté le Vlaams Belang pour un parti démocratique...

Mais on peut penser tout aussi bien que De Wever aurait dit kif la même chose si le Vlaams Belang avait disparu de la carte politique.

Une des forces de De Wever, c'est évidemment d'avoir un sens aigu du timing politique, mais aussi de bien capter le « *grondstroom* » de la Flandre, ce mot presque intraduisible (« *forces telluriques* », « *climat souterrain* », ce genre) pour les francophones.

Le coup politique de Bart De Wever, c'est que ses propos infaisables, volontairement bidon, peuvent être « *vus* » (on souligne le mot) au Nord comme une solu-

tion potentielle « *raisonnable* » à une préoccupation émotionnelle (« *l'invasion* ») pour laquelle aucun autre politique n'avait l'air d'avoir

en poche une quelconque solution. Le bourgmestre N-VA d'Anvers se distingue avec cette proposition/communication des autres hommes politiques flamands et les prend tous de vitesse.

Fait peut-être encore plus marquant que les propos de De Wever : la réaction de Gwendolyn Rutten, présidente de l'OpenVLD, pas précisément portée à droite-droite.

Mais qui, avec une belle part de pure com' également, a plutôt suivi et embrayé sur De Wever, fût-ce de manière plus nuancée. Elle ne l'aurait assurément pas fait si elle considérait que c'était là du « *racisme* ». Ou si elle avait considéré que c'était là une pure manœuvre de De Wever pour conserver l'électorat du Belang (ni elle, ni l'Open VLD ne veulent être associés avec l'un ou avec l'autre). Le constat est flagrant : la « *préférence nationale* » n'est pas que portée par le solde du Belang et une partie de la N-VA, mais aussi par une partie de l'OpenVLD, du CD&V et peut-être même, marginalement, du sp.a...

LES LIBÉRAUX FLAMANDS : À L'OPPOSÉ DU MR

Les libéraux francophones s'en retrouvent quelque peu ahuris : non pas tant par le suivisme de Gwendolyn Rutten, mais surtout par le fait que Patrick Dewael, figure importante des libéraux flamands, ait à son tour tenu des propos dans le profil de Bart De Wever. Chez les libéraux flamands, on est déci-

dément très loin désormais des idées d'un Guy Verhofstadt qui proposait encore l'autre jour que les demandes d'asile soient traitées depuis la Syrie, la Libye ou l'Irak, pour mettre fin au trafic des passeurs.

Gwendolyn Rutten a écrit, à propos de l'asile, que « *l'égalité n'était pas libérale, mais une vision typiquement sociale* ». Absurde pour une libérale : à la suivre, la Convention de Genève et la Déclaration des droits de l'homme seraient sans doute des textes cryptosocialistes ?

LA RÉALITÉ FACE AUX IDÉES

REÇUES ET RÉPANDUES

Bart De Wever, on ne le soulignera jamais assez, a deux modèles : le « *modèle allemand* » lorsque ça l'arrange (pas question du combat de Merkel, alors que la Flandre va connaître le même vieillissement démographique : un tiers des Flamands aura dans pas si longtemps plus de 60 ans) et David Cameron, l'actuel leader des conservateurs britanniques. A qui il a emprunté bien des idées (caméras dans la ville, lutte contre la drogue ou la pornographie sur le Net).

Plus important : les élus européens de la N-VA font désormais partie, au Parlement européen, du « *Groupe des Conservateurs et Réformistes* » (ECR), fondé en 2009 par le parti conservateur britannique et regroupant un ensemble de partis de droite parfois populistes et nationalistes. On y trouve entre autres le parti des « *Vrais Finlandais* » ou l'important « *Parti du Peuple danois* ». Or, trois des quatre pays nordiques – Danemark, Finlande et Norvège – sont aujourd'hui gouvernés ou menés par des partis de droite, une grande première depuis 1945.

L'exception, c'est la Suède où, autre fait notable, on a importé le « *cordon sanitaire* » à la belge : droite et gauche y ont signé un

pacte de non-agression qui s'étend jusqu'en 2022 (deux législatures) afin de neutraliser le parti populiste des Démocrates suédois (SD). Il ne faut donc pas s'étonner si la #suédoise vire aujourd'hui à la #danoise, surtout pour ce qui est de l'asile et l'immigration.

C'est fou ce que les ténors de la N-VA, tout comme ceux de l'OpenVLD, font subitement référence aux premières décisions du

fragile nouveau gouvernement minoritaire danois, le Premier ministre libéral Rasmussen étant juste soutenu de l'extérieur par le Parti du Peuple danois. Un parti assez xénophobe qui, dans la foulée de l'attentat de Copenhague et dans un contexte de crispations autour des questions d'immigration et d'intégration, a fortement progressé aux élections de juin. Pour soutenir le gouvernement, le Parti du Peuple danois a ainsi d'abord exigé la réintroduction du contrôle des frontières du Danemark, réclamé « *des règles d'asile plus strictes et plus d'exigences*

pour les immigrés » : « *Si tu viens au Danemark, tu dois travailler* », proclamaient les affiches de ce

parti lors des dernières élections. Ce n'est pas une première : ce parti avait déjà monnayé son soutien aux gouvernements de droite minoritaires successifs en échange, à chaque fois, de l'adoption de mesures draconiennes en matière d'immigration.

Cette fois, c'est la réduction de moitié des allocations aux demandeurs d'asile danois qui plaît tant à la N-VA et à Gwendolyn Rutten.

Tout comme la prime versée à ceux qui parlent suffisamment bien le danois (en version N-VA, entendez le flamand).

Il n'y a qu'un léger hic : dans leurs interventions, les ténors N-VA ou OpenVLD se gardent bien de donner les montants encore octroyés au Danemark, Etat providence qui entend bien le rester.

Pour un célibataire demandeur d'asile, c'est 797 € par mois.

Pour un couple avec deux enfants, c'est 2229 €.

Compte tenu du coût de la vie – hors de prix – au Danemark, ce n'est pas rien.

Pour rappel, chez nous, l'allocation hebdomadaire du demandeur d'asile accueilli chez Fedasil avant

son éventuelle reconnaissance est de... 7,40 € par semaine.

Or, accueillir un réfugié c'est évidemment tout autre chose. « *Accueillir* » est un mot qui a du poids : c'est autre chose que de « *laisser entrer* » des demandeurs d'asile. C'est ne pas les entasser devant un bâtiment administratif. C'est aider à l'intégration, essentielle pour trouver du travail.

Une certitude : dans ce dossier de l'asile, l'hypocrisie règne en maître. Tant en Belgique qu'au niveau européen.

L'axe Merkel-Hollande imposera sans doute vraiment un système de « *quotas européens* », sous peine

de sanctions financières pour les Etats réticents. Mais quel demandeur d'asile aura envie de se faire maltraiter par le régime Orban en Hongrie ?

L'hypocrisie est partout aussi en Belgique.

Jusqu'à présent, face à la N-VA et à l'Open VLD, le MR « *tient* » bon et on ne peut que l'en louer. Mais jusqu'à quand ?

Or l'honneur d'un gouvernement n'est précisément pas de toujours suivre son opinion publique. ■

MICHEL HENRION